Austriaca

Cahiers universitaires d'information sur l'Autriche

88-89 | 2019

Vienne-Prague

Introduction

Les relations austro-tchèques depuis la fin de l'Autriche-Hongrie

Österreichisch-tschechische Beziehungen seit dem Ende Österreich-Ungarns

Austro-Czech relations since the end of Austria-Hungary

Hélène Leclerc

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/austriaca/682>

DOI : 10.4000/austriaca.682

ISSN : 2729-0603

Éditeur

Presses universitaires de Rouen et du Havre

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2019

Pagination : 7-19

ISBN : 979-10-240-1454-8

ISSN : 0396-4590

Référence électronique

Hélène Leclerc, « Introduction », *Austriaca* [En ligne], 88-89 | 2019, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 24 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/austriaca/682> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/austriaca.682>

Tous droits réservés

Introduction

LES RELATIONS AUSTRO-TCHÈQUES DEPUIS LA FIN DE L'AUTRICHE-HONGRIE

Wir haben uns nie vollkommen getrennt. Es gibt gut und schlecht geschiedene Ehen, wir sind eine schlecht geschiedene Ehe. Wir haben eine lange Ehe geführt, die nicht ausgeglichen war. Es gab vielmehr eine klare Rollenteilung zu Ungunsten der tschechischen Ehefrau. Sie sollte Buchteln backen und schweigen. Das war der Grund der Scheidung. Die Erinnerung daran blieb.

Jiří GRUŠA¹

Au bout de presque cinquante ans de vie en Europe centrale, je sais que de tous les Slaves je préfère les Autrichiens.

Jan ZABRANA²

Il y a un peu plus de cent ans à présent, le 3 novembre 1918, disparaissait l'Empire des Habsbourg, faisant émerger une série d'États dits « successeurs », parmi lesquels la Tchécoslovaquie, dont la création avait été proclamée à Prague quelques jours plus tôt, le 28 octobre 1918. Cette sécession mettait fin à près de quatre cents ans de règne des Habsbourg dans les Pays tchèques³. Ces pays avaient occupé une place particulière au sein de la monarchie habsbourgeoise : États héréditaires de la Maison d'Autriche depuis 1627, ils formaient avec les pays autrichiens l'ensemble austro-bohème, dont les souverains Habsbourg – en particulier Marie-Thérèse et son fils Joseph II – s'étaient appliqués à renforcer la cohésion, imprimant à Prague et aux Pays tchèques la marque de ces

-
1. Cité par Alexander Burka dans *Was blieb vom Fenster in den Westen? Zur Auslandspolitik Österreichs in Ostmitteleuropa seit 1945 am Beispiel Polens und der Tschechoslowakei/Tschechiens*, Francfort et al., Peter Lang, 2012, p. 351. Sur Jiří Gruša, voir l'article de Renata Cornejo dans ce numéro.
 2. Jan Zabrana, *Toute une vie*, Patrik Ourednik (éd.), Marianne Canavaggio et Patrik Ourednik (trad.), Paris, Allia, 2005, p. 141.
 3. Le trône de Bohême leur revient en 1526, mais on pourrait remonter à l'époque des Babenberg et des Přemyslides pour retracer l'histoire commune des « Autrichiens » et des « Tchèques ».

«paysages habsbourgeois» fortement empreints de culture baroque⁴. Les efforts centralistes des Habsbourg n'avaient cependant pas permis de réduire complètement au silence les revendications des Tchèques, qui, «réveillés» à la fin du XVIII^e siècle, allaient dorénavant réclamer plus d'autonomie, optant d'abord, sous l'égide de l'historien František Palacký (1798-1876), pour une configuration austro-slaviste de la monarchie autrichienne, avant de se détourner de plus en plus, en réaction au dualisme austro-hongrois mis en place en 1867, du destin habsbourgeois pour s'en affranchir à la faveur d'une guerre mondiale en unissant leur destin à celui des Slovaques⁵. Dans la conscience collective tchèque, la domination habsbourgeoise séculaire apparaît comme un «fardeau historique⁶», en particulier la défaite de la Montagne blanche du 20 novembre 1620, «lieu de mémoire» traumatique des Tchèques, en lequel Joana Radzyner voit même «le péché originel des Autrichiens aux yeux des Tchèques⁷» et dont la création de la Tchécoslovaquie en 1918 a pu être interprétée comme une revanche.

D'emblée, la relation entre les deux nouveaux États est donc difficile et la question des futures relations entre Prague et Vienne se pose aussitôt⁸. Ces relations vont être marquées, dans tout l'entre-deux-guerres, par une constante oscillation entre facteurs de réchauffement et facteurs de refroidissement, ces derniers résultant d'abord de tensions nationales au

4. Kurt Habitzel, Günter Mühlberger, Wolfgang Wiesmüller, «Habsburgische Landschaften im Historischen Roman vor 1850», dans *Die habsburgischen Landschaften in der österreichischen Literatur. Beiträge des 11. Polnisch-Österreichischen Germanistentreffens*, Stefan H. Kaszynski et Slawomir Piontek (dir.), Poznan, Uniwersytet im. Adama Mickiewicza w Poznaniu, 1995, p. 23-56.

5. Sur la naissance de l'idée d'un État tchéco-slovaque, voir notamment Antoine Marès, *Histoire des pays tchèques et slovaque*, Paris, Hatier, 1995, p. 262-264.

6. Voir Karl Peterlik, «Komplexe Beziehungen. ČSSR», dans Oliver Rathkolb, Otto M. Maschke, Stefan August Lütgenau (dir.), *Mit anderen Augen gesehen. Internationale Perceptionen Österreichs 1955-1990. Österreichische Nationalgeschichte nach 1945*, Bd. 2, Wien et al., Böhlau, 2002, p. 611-645, ici p. 615.

7. «Die Erbsünde der Österreicher war es – in den Augen der Tschechen –, im Jahre 1620 die Schlacht am Weißen Berg gewonnen zu haben, wodurch sich die Habsburger der Länder der böhmischen Wenzelskrone endgültig einverleiben konnten, wobei die böhmische, protestantische und adelige Elite des Landes hingerichtet oder vertrieben wurde. Die Demütigung hat die nationale Identität der Tschechen bis in die zweite Hälfte des 19. Jahrhunderts hinein traumatisch belastet» (Joana Radzyner, «Brief aus Prag im Oktober 2000, 380 Jahre nach der Schlacht am Weißen Berg», *Europäische Rundschau*, vol. 28, n° 4, 2000, p. 73-77, ici p. 73).

8. Arnold Suppan, «Die Außenpolitik der ersten Tschechoslowakischen Republik aus Wiener Sicht», dans Arnold Suppan et Elisabeth Vyslonzil (dir.), *Edvard Beneš und die tschechoslowakische Außenpolitik 1918-1948*, Francfort et al., Peter Lang, 2002, p. 15-82, ici p. 15.

sujet des frontières et des minorités, alors que demeurent de « fortes affinités dans les domaines économique, social et juridique » ainsi que dans le système scolaire et la culture⁹. Un contentieux ne tarde pas à surgir, en effet, concernant le tracé des frontières, puisque la Tchécoslovaquie a obtenu dans le traité de Saint-Germain-en-Laye une portion d'un territoire qui faisait historiquement partie de la Basse-Autriche. Le chancelier autrichien Karl Renner s'efforce néanmoins d'établir des relations de confiance entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie, ce qui se concrétise le 16 décembre 1921 par la signature du traité de Lana (Lány), près de Prague, dans lequel les deux parties s'engagent à respecter les traités de paix, à rester neutres en cas d'agression de l'une par un tiers et à ne tolérer sur leur territoire aucune organisation susceptible de mettre en péril l'existence et la sécurité de l'autre. Edvard Beneš, ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères de 1918 à 1935, ne chérit guère, toutefois, cette Autriche sur laquelle il a reporté son ressentiment anti-habsbourgeois¹⁰ et les tentatives de rapprochement pour contrer l'Allemagne hitlérienne, notamment sous forme d'une entente entre l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, n'aboutiront pas. Mais ces difficultés politiques et diplomatiques n'empêchent pas la Tchécoslovaquie d'offrir l'asile politique aux sociaux-démocrates autrichiens en 1934. L'« instabilité » (Arnold Suppan) qui caractérise les relations austro-tchécoslovaques pendant l'entre-deux-guerres ne saurait cependant s'expliquer simplement par la situation de concurrence économique survenue avec la création des deux États ; elle serait plutôt à rechercher dans des questions de pouvoir, d'idéologie et de culture politique¹¹, en particulier dans ce qu'Arnold Suppan qualifie de « complexe Habsbourg » des responsables politiques tchécoslovaques, dont Masaryk, Beneš et Kramář, qui conduisit à une politique de « désautrichianisation » (*Entösterreicherung*), notamment dans la politique culturelle qui tenta de s'affranchir des influences autrichiennes pour privilégier des modèles français¹².

9. *Ibid.*, p. 21. Arnold Suppan a synthétisé en un tableau très clair, pour la période 1918-1938, les éléments se rapportant à des « relations amicales » et les sujets de tensions (*ibid.*, p. 21-25).

10. Antoine Marès souligne chez Beneš « à la fois une absence de Vienne et une détestation très forte de l'Autriche habsbourgeoise », ce qui le singularise par rapport à ses compatriotes de la génération précédente, tel Masaryk par exemple. Voir : Antoine Marès, *Edvard Beneš. Un drame entre Hitler et Staline*, Paris, Perrin, 2015, p. 348.

11. Arnold Suppan, « Die Außenpolitik der ersten Tschechoslowakischen Republik... », art. cité, p. 79.

12. *Ibid.*, p. 81.

Si, comme le souligne Ota Konrád, les relations austro-tchèques de la période 1918 à 1938 sont relativement bien étudiées – quoique davantage au niveau de l’histoire politique et diplomatique et au niveau économique –, les années qui suivent, en particulier la période postérieure à 1945, auraient été largement ignorées¹³. L’historien Oliver Rathkolb a pu distinguer quatre phases principales dans les relations austro-tchécoslovaques entre 1945 et 1989. Durant la première, qui s’étend de 1945 à 1948, année de la prise du pouvoir par les communistes en Tchécoslovaquie, le problème majeur entravant les relations bilatérales concerne les expulsions des Allemands de Bohême, dont une partie¹⁴ a rejoint l’Autriche, peu encline à les accueillir et tentant de les orienter vers l’Allemagne, notamment en raison de problèmes d’approvisionnement. À cette question s’ajoute, dès l’été 1946, une demande de révision de la frontière commune émanant de la Tchécoslovaquie, sans que celle-ci bénéficie toutefois du soutien des grandes puissances qui renvoient à des négociations bilatérales entre les deux États, négociations que l’Autriche, se retranchant derrière l’impératif de recouvrer au préalable sa souveraineté, refuse catégoriquement d’entamer¹⁵. Si la Tchécoslovaquie est le premier État avec lequel l’Autriche restaure en 1945 des relations

13. Ota Konrád, « Das Bild des Anderen. Die tschechische Geschichte aus der österreichischen Sicht und die österreichische Geschichte in der tschechischen Geschichtswissenschaft », dans Gernot Heiss, Kateřina Králová, Jiří Pešek et Oliver Rathkolb (dir.), *Tschechien und Österreich nach dem Ende des Kalten Krieges. Auf getrennten Wegen ins neue Europa*, Ustí nad Labem, Kristina Kaiserová – albis international, 2009, p. 443-462, ici p. 454-455. Ota Konrád omet toutefois de mentionner plusieurs études autrichiennes, telles que, par exemple : Alexander Jehn, *Nachbarschaftspolitik im Donauraum. Die besonderen Beziehungen Österreichs zur Tschechoslowakei, zu Ungarn und Jugoslawien in der Ära Kreisky 1970-1983*, Inaugural-Dissertation, Würzburg, 1996, ou Paul Ullmann, *Eine schwierige Nachbarschaft. Die Geschichte der diplomatischen Beziehungen zwischen Österreich und der Tschechoslowakei von 1945-1968*, Wien, Lit, 2006. Depuis la publication de l’article d’Ota Konrád, on peut signaler : Alexander Burka, *op. cit.*, ainsi que Miroslav Kunštát, Jaroslav Šebek et Hildegard Schmoller (dir.), *Krise, Krieg und Neuanfang. Österreich und die Tschechoslowakei in den Jahren 1933-1948* Berlin, Lit (= Schriftenreihe der Ständigen Konferenz österreichischer und tschechischer Historiker zum gemeinsamen kulturellen Erbe. Bd. 2), 2017.

14. S’appuyant sur l’étude de Susanne Linsbichler (*Die Vertreibung der Sudetendeutschen aus der Tschechoslowakei*, Diplomarbeit, Wien, 1991), Oliver Rathkolb indique le chiffre de 150 000 durant la première phase des expulsions sauvages (« Sensible Beziehungen. Österreich und die Tschechoslowakei (1945-1989) », dans Andrea Komlosy, Václav Bůžek et František Svátek dir., *Kulturen an der Grenze? Waldviertel – Weinviertel – Südböhmen – Südmähren*, Wien, Promedia, 1995, p. 79-84, ici p. 79). Paul Ullmann (*Eine schwierige Nachbarschaft*, *op. cit.*, p. 44) mentionne 130 000 expulsés vers l’Autriche jusqu’à la fin novembre 1945.

15. Paul Ullmann, *Eine schwierige Nachbarschaft*, *op. cit.*, p. 50-54.

de nature diplomatique, cela n'est nullement le fait d'une volonté politique de part et d'autre, mais est bien plutôt dû à l'initiative personnelle de l'ancien émissaire autrichien, Ferdinand Marek, ainsi qu'au rôle joué par d'anciens diplomates autrichiens¹⁶. Marek entreprit en effet dès le 12 mai 1945 de rétablir à Prague une « représentation autrichienne provisoire¹⁷ ». Les relations austro-tchécoslovaques entre 1945 et 1948 sont loin d'être apaisées, mais cela n'empêche pas quelques entreprises plus constructives telles que la fondation de la Société tchécoslovaco-autrichienne à Prague en novembre 1947, présidée par un « Tchéque de Vienne » rentré à Prague, Antonín Machat¹⁸, ou la conclusion d'un accord commercial le 1^{er} janvier 1946, premier accord signé par la Seconde République autrichienne¹⁹. La deuxième phase identifiée par Oliver Rathkolb est celle de « conflits latents en dépit d'une politique de voisinage » (1948-1968), en lien avec le contexte de guerre froide. La question des expulsés et des biens autrichiens se trouvant en territoire tchécoslovaque continue de grever ces relations²⁰.

16. *Ibid.*, p. 73.

17. Voir Oliver Rathkolb, « Sensible Beziehungen », art. cité, p. 80. Ferdinand Marek fut arrêté par les services de contre-espionnage soviétiques, accusé d'avoir collaboré avec la Gestapo ; il mourut en détention soviétique en mai 1947, sans que personne ne soit informé de son décès ; la famille de Marek n'apprit sa mort que quinze plus tard. Sur l'action diplomatique de Marek et « l'affaire Marek », voir Miroslav Šepták, « Die Zweite Republik: Vom Ende des Zweiten Weltkriegs bis zum Staatsvertrag. Ein Abriss der tschechoslowakisch-österreichischen politischen Beziehungen 1945-1955 », dans *Krise, Krieg und Neuanfang*, op. cit., p. 219 et suiv.

18. Voir Paul Ullmann, *Eine schwierige Nachbarschaft*, op. cit., p. 67.

19. Alexander Burka, op. cit., p. 179.

20. Dans une lettre datée du 23 septembre 1946 adressée à M. Bidault, ministre des Affaires étrangères, le représentant politique du Gouvernement provisoire français M. de Monicault soulignait la gravité de ce problème pour l'évolution des relations austro-tchécoslovaques : « S'il est permis de croire qu'une entente se réalisera facilement dans la question des échanges commerciaux, on peut craindre que le problème des biens autrichiens situés en Tchécoslovaquie ne continue de soulever, en revanche, des difficultés sérieuses. [...] de la solution de ces différents problèmes dépend la nature des relations de l'Autriche avec la Tchécoslovaquie » (Ministère des Affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français, *Documents diplomatiques français*. 1946. T. II : 1^{er} juillet-31 décembre, Bruxelles et al., P.I.E.-Peter Lang, 2004, p. 415-416). Le gouvernement tchécoslovaque avait en effet confisqué par décret du 25 octobre 1945 les avoirs des personnes de nationalité allemande et hongroise, sans distinguer entre Allemands et Autrichiens. « Les conséquences d'une telle situation sont lourdes pour la masse de la population autrichienne dont les nombreuses attaches, familiales ou d'intérêt, avec ce pays voisin, remontent à une période bien antérieure à 1918. L'État autrichien lui-même est gravement lésé par le traitement infligé à ses ressortissants. En effet, un grand nombre d'entreprises industrielles ont été fondées en Tchécoslovaquie avec des capitaux autrichiens », explique M. de Monicault (*ibid.*, p. 416). Cette question

Les sujets particulièrement problématiques concernent les tentatives de rapprochement de l'Autriche avec la communauté européenne en construction, le renforcement de l'influence ouest-allemande en Autriche ou encore le problème Otto Habsbourg lié à la crainte du côté tchécoslovaque d'une restauration de la monarchie en Autriche²¹, ainsi que l'activité des associations d'Allemands des Sudètes (notamment la tenue à Vienne, les 16 et 17 mai 1959, du *Sudetendeutscher Tag*)²². Le traité d'État (*Staatsvertrag*) conclu en 1955 entre l'Autriche et les puissances victorieuses de la seconde guerre mondiale, restituant sa souveraineté à l'Autriche en contrepartie de sa neutralité, constitue un premier tournant, quoique modeste encore, dans les relations austro-tchécoslovaques. L'article 2 du traité garantit en effet l'intégrité territoriale de l'Autriche dans ses frontières du 1^{er} janvier 1938, mettant un terme juridique aux demandes de révision tchécoslovaques. La Tchécoslovaquie est par ailleurs le premier État à adhérer – le 30 août 1955 – à ce traité, reconnaissant ainsi le rétablissement de la souveraineté autrichienne²³. L'année 1958 voit naître, à l'initiative de la Tchécoslovaquie, une tentative – non concrétisée – de rencontre officielle entre les chefs de gouvernement des deux pays, Julius Raab et Viliam Široký, le second proposant, dans la lignée du plan Rapacki, l'instauration d'une zone dénucléarisée en Europe centrale, le premier se déclarant prêt à des mesures concrètes de détente, tout en précisant que les relations commerciales entre les deux voisins ne pourront se développer qu'une fois résolue la question des biens autrichiens retenus

des biens autrichiens va durablement empoisonner la relation austro-tchécoslovaque et ne sera résolue que par la signature de l'accord de décembre 1974, qui intervient après celle du traité de Prague avec la RFA (1973) : il fallait d'abord régler le problème avec la RFA afin de ne pas créer de précédent en indemnisant les Autrichiens.

21. En 1966, Otto Habsbourg avait obtenu un passeport autrichien, par la main du ministre de l'Intérieur Hetzenauer (ÖVP). Les Habsbourg étaient interdits d'entrée sur le territoire autrichien depuis la loi du 3 avril 1919 qui avait déchu la maison de Habsbourg-Lorraine de tous ses droits et confisqué ses biens au profit de la République ; cette loi avait été promulguée en même temps que la loi d'abolition de la noblesse (*Adelsaufhebungsgesetz*) qui proscrivait entre autres le recours à la particule nobiliaire. La peur d'une restauration de la monarchie n'était pas nouvelle, elle caractérisa la Tchécoslovaquie dès sa fondation, et en particulier Edvard Beneš.
22. Voir Paul Ullmann, *Eine schwierige Nachbarschaft*, op. cit., p. 100.
23. Alexander Burka, op. cit., p. 179. Jindřich Dejmek indique la date du 10 août 1955 (*Československo, jeho sousedé a velmoci ve XX. století (1918 až 1992). Vybrané kapitoly z dějin československé zahraniční politiky* [La Tchécoslovaquie, ses voisins et les grandes puissances au xx^e siècle, de 1918 à 1992. Sélection de chapitres de l'histoire de la politique étrangère tchécoslovaque], Praha, Centrum pro Ekonomiku a Politiku, 2002, p. 185).

en Tchécoslovaquie²⁴. 1959 constitue un second tournant avec l'arrivée de Bruno Kreisky au gouvernement autrichien en tant que ministre des Affaires étrangères, lequel donne une nouvelle impulsion en vue de l'amélioration des relations bilatérales. En juin 1960 s'ouvrent ainsi des négociations austro-tchécoslovaques à Vienne, ayant pour premier objectif le règlement de la question des biens autrichiens. Le résultat de ces négociations est mince, on s'accorde sur la mise en œuvre de futures négociations concernant un accord d'aide juridique, ou des accords sur le trafic aérien, sur le cinéma et on prévoit de nouvelles négociations en janvier 1961 en vue d'un traité commercial²⁵. L'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie le 21 août 1968 annihile ces efforts de rapprochement avec l'Autriche, d'autant plus que celle-ci est tenue par son engagement de neutralité²⁶. S'inaugure alors une troisième phase, «du gel à une normalisation réservée» (1968-1976-1977). Les débuts de la «normalisation» en Tchécoslovaquie, euphémisme qualifiant l'arrêt des réformes et la reprise en main par les communistes alignés sur Moscou, signifient un retour en arrière dans la perception du voisin autrichien²⁷. Une fois surmontée la peur d'une extension de la répression soviétique au-delà de la frontière tchécoslovaque, l'Autriche se montre toutefois accueillante vis-à-vis des Tchèques et Slovaques séjournant hors de leur pays (Yougoslavie et Bulgarie principalement) au moment de l'intervention soviétique et qui se retrouvèrent bloqués à la frontière, de même que vis-à-vis de ceux qui demanderont l'asile²⁸. Cette troisième phase voit finalement la conclusion de l'accord sur la restitution des biens autrichiens en décembre 1974 (*Vermögensvertrag*) et à cette occasion, la première

24. Oliver Rathkolb, «Sensible Beziehungen», art. cité, p. 81 et Paul Ullmann, *Eine schwierige Nachbarschaft*, op. cit., p. 156.

25. Liste complète de ces résultats dans Paul Ullmann, *Eine schwierige Nachbarschaft*, op. cit., p. 170-171.

26. Voir Peter Ruggenthaler, «Der Neutralität verpflichtet: die sowjetisch-österreichischen Beziehungen 1968», dans Stefan Karner, Natalja Tomilina, Alexander Tschubarjan et al. (dir.), *Prager Frühling. Das internationale Krisenjahr 1968*, Köln et al., Böhlau, 2008, 2 vol., p. 993-1006.

27. Voir Karl Peterlik, «Komplexe Beziehungen. ČSSR», art. cité, p. 630.

28. Voir Silke Stern, «Die tschechoslowakische Emigration: Österreich als Erstaufnahme- und Asylland», dans *Prager Frühling*, op. cit., vol. 1, p. 1025-1042. Lors du pic de l'accueil, ce sont quelque 5 000 réfugiés tchécoslovaques par jour qui obtiennent un visa d'entrée en Autriche. Voir Lukáš Novotný, *Vergangenheitsdiskurse zwischen Deutschen und Tschechen. Untersuchung zur Perzeption der Geschichte nach 1945*, Baden-Baden, Nomos, 2009, p. 115.

visite officielle depuis 1945 d'un ministre des Affaires étrangères tchécoslovaque à Vienne, puis l'ouverture d'ambassades en 1975. Suivront la première visite du ministre autrichien des Affaires étrangères à Prague en avril 1975, et la première visite officielle d'un chancelier autrichien (Bruno Kreisky) en février 1976. La période (1970-1989) est marquée par des tentatives de détente, s'appuyant notamment sur les accords d'Helsinki conclus en 1975, par une recherche constante de contacts économiques, mais aussi par des conflits au sujet des droits de l'homme. Le chancelier social-démocrate Bruno Kreisky (1970-1983) fait preuve alors d'un fort engagement, si bien qu'on a pu considérer ses années de gouvernement comme une « contribution importante aux relations austro-tchécoslovaques²⁹ ».

En dépit de cette détente au niveau des relations officielles, un nombre important de tensions demeurent. Elles sont liées aux barbelés qui parcourent la frontière du côté tchécoslovaque, aux violations fréquentes du territoire autrichien par les soldats frontaliers tchécoslovaques et à une circulation entre les deux pays réduite à son minimum, avec de stricts contrôles à la frontière³⁰. Les prises de position de Bruno Kreisky en faveur du mouvement de la « Charte 77 » refroidissent de nouveau les relations bilatérales³¹, qui se crispent encore en raison de la crise polonaise en 1980-1981. Néanmoins, les visites officielles se poursuivent, avec pour point culminant celle, à Prague, du président fédéral autrichien, Rudolf Kirschschräger en mars 1979³² ; celui-ci en profite pour rencontrer l'archevêque de Prague, František Tomašek, connu pour son opposition au régime communiste³³. À la fin des années 1970, la détente bilatérale a bien progressé. Le Premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque, artisan de la « normalisation », Gustáv Husák effectue une visite officielle en Autriche en novembre 1982. Bien que les incidents à la frontière se poursuivent (en particulier en novembre 1984, où le corps d'un ressortissant tchécoslovaque, František Faktor, est retrouvé sur le territoire autrichien, victime des balles des soldats frontaliers tchécoslovaques), l'Autriche mène une politique active en faveur de l'accroissement des échanges et de l'assouplissement des entraves à la circulation ; les relations économiques connaissent alors un véritable

29. Alexander Burka, *op. cit.*, p. 31. Sur les années Kreisky, voir Alexander Jehn, *Nachbarschaftspolitik im Donaauraum, op. cit.*

30. Voir Karl Peterlik, « Komplexe Beziehungen. ČSSR », art. cité, p. 632.

31. *Ibid.*, p. 633.

32. Rudolf Kirschschräger avait été émissaire autrichien à Prague de 1967 à 1970, quand il n'y avait pas encore d'ambassade mais une « représentation ».

33. Voir Karl Peterlik, « Komplexe Beziehungen. ČSSR », art. cité, p. 634.

essor³⁴. Dans le domaine de la culture, les contacts se multiplient également, mais il faudra attendre 1995 pour que soit créé à Prague un institut culturel autrichien, alors qu'une telle institution avait vu le jour dès les années 1960 à Varsovie³⁵.

Les quatre années séparant la chute du régime communiste tchécoslovaque et la partition de la Tchécoslovaquie en 1993 sont marquées par un rapide essor des visites officielles, échanges et contacts entre les deux États, dans les domaines les plus divers, à commencer par le tourisme³⁶. Seul bémol à cette notable activation des relations bilatérales, les conséquences de l'affaire Waldheim ayant conduit à remplacer la visite officielle du président Havel par une rencontre privée avec le président autrichien en marge du festival de Salzbourg³⁷. Depuis la partition de la Tchécoslovaquie et les adhésions respectives de l'Autriche et de la République tchèque à l'Union européenne en 1995 et 2004, les tensions n'ont pas disparu³⁸.

Les relations entre les deux voisins « au cœur de l'Europe » sont donc, sur un plan strictement politique et officiel, loin d'aller de soi. Dans ce contexte de relations « sensibles » (Oliver Rathkolb), « particulières » (Alexander Jehn), « complexes » (Karl Peterlik), de « voisinage difficile » (Paul Ullmann)³⁹, de « conflit » même (Barbara Coudenhove-Kalergi)⁴⁰, quelle place pour les phénomènes de rencontre et de dialogue, pour la mémoire d'une histoire commune entre l'Autriche et les Pays tchèques ? En 2003, une exposition consacrée à Vienne et Prague par la Bibliothèque nationale autrichienne mettait en exergue les fruits et réma-

34. *Ibid.*, p. 638.

35. Voir à ce sujet l'ouvrage d'Alexander Burka, *op. cit.*

36. Voir Karl Peterlik, « Sensible Beziehungen », art. cité, p. 616. Pour la période succédant immédiatement à l'ouverture des frontières (décembre 1989-février 1990), Karl Peterlik ne mentionne pas moins de 16 visites officielles d'Autriche vers la Tchécoslovaquie et 10 dans l'autre sens.

37. *Ibid.*, p. 616-617 et 641.

38. Un exemple parmi d'autres est le conflit autour de la centrale de Temelín située en République tchèque près de la frontière autrichienne.

39. Christoph Lehermayr a même créé le néologisme de *verfreundete Verwandte* pour qualifier cette relation à la fois proche, privilégiée et compliquée. Voir *Verfreundete Verwandte?: österreichisch-tschechische Beziehungen im Gedächtnis beider Völker*, Diplomarbeit, Wien, 2004.

40. Barbara Coudenhove-Kalergi évoque un conflit aux profondes racines historiques et une relation austro-tchèque compliquée encore par le fait qu'une grande partie des Viennois possède des aïeux tchèques (« Die Wiederkehr des Vergangenen. Zwei Völker, zwei Geschichten », dans Barbara Coudenhove-Kalergi et Oliver Rathkolb (dir.), *Die Beneš-Dekrete*, Wien, Czernin, 2002, p. 7-14, ici p. 10-11).

nences de cette histoire commune⁴¹. Du côté autrichien, « les Tchèques » ont droit à un article dans l'ouvrage *Memoria Austriae*, déclinaison autrichienne des *Lieux de mémoire* de Pierre Nora. L'auteur, Wolfgang Bahr, qui s'appuie sur une analyse des manuels scolaires d'histoire en Autriche, y souligne la méconnaissance des Autrichiens envers leurs voisins tchèques et les clichés qui perdurent encore, peu propices à établir une relation apaisée et harmonieuse⁴². Dans les pays d'Europe centrale, et notamment dans les Pays tchèques, la culture et les intellectuels ont joué un rôle particulier. Antoine Marès le souligne : « la figure de l'intellectuel, plus qu'en Europe occidentale, a été au centre du politique. Et cela d'autant plus que les identités nationales s'étaient construites au ^{xx}e siècle autour de la langue, de la littérature, de l'étude de l'histoire, parfois fantasmée⁴³. »

Le présent numéro d'*Austriaca* propose ainsi une contribution à l'histoire culturelle des relations austro-tchèques à la lumière de leurs acteurs, figures d'« intellectuels et médiateurs culturels⁴⁴ », hommes politiques, artistes, écrivains, journalistes notamment, en étudiant les phénomènes de rencontres, transferts et médiations dans le domaine de la culture entendue au sens large (presse, littérature, arts, théâtre, musique, architecture, etc.). Les relations austro-tchèques y sont abordées par le biais du rôle et de l'action de figures de proue, étudiées individuellement ou bien en tant que groupe ou cercle, en interrogeant leur rôle de trait d'union entre deux cultures. Prague et Vienne sont envisagées comme symboles respectifs de la Tchécoslovaquie / République tchèque et de l'Autriche.

La première contribution concerne un personnage qui réunit toutes les caractéristiques de la figure du passeur entre Vienne et Prague. Alain Soubigou retrace la relation complexe du premier président de la République tchécoslovaque, Thomas Garrigue Masaryk (1850-1937), aux deux capitales, soulignant l'importance de Vienne dans la formation et la carrière de l'universitaire et homme politique et le fait que Masaryk « n'oublia

41. Voir Ernst Gamillscheg (dir.), *Prag-Wien. Zwei europäische Metropolen im Lauf der Jahrhunderte. Katalog der Ausstellung im Prunksaal der Österreichischen Nationalbibliothek vom 16. Mai bis zum 31. Oktober 2003*, Wien, Österreichische Nationalbibliothek, 2003.

42. Wolfgang Bahr, « Die Tschechen », dans Emil Brix, Ernst Bruckmüller et Hannes Stelk (dir.), *Memoria Austriae II. Bauten, Orte, Regionen*, Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 2005, p. 442-474.

43. Antoine Marès, « La culture comme instrument de la politique extérieure des démocraties populaires », dans Anne Dulphy, Robert Frank, Marie-Anne Matard-Bonucci et Pascal Ory (dir.), *Les relations culturelles internationales au ^{xx}e siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles et al., Peter Lang, 2010, p. 621-630, ici p. 621.

44. Philippe Poirrier, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Seuil, 2004, p. 145.

jamais ce qu'il devait à Vienne» et se montra conciliant avec l'Autriche après 1918. Alain Soubigou réfute le préjugé qui fait de Masaryk le fossoyeur de l'Empire et de l'esprit viennois. Comme tout médiateur, le président tchécoslovaque s'exposa à une délicate situation d'entre-deux qui fit de lui «un Viennois à Prague et un Pragoïs à Vienne».

Steffen Höhne s'intéresse ensuite aux écrivains du Cercle de Prague (Rilke, Kafka, Brod, Urzidil, Winder et Werfel) et au regard qu'ils portèrent sur l'année 1918, après 1918, 1938 et 1945 ; il examine les traces de l'héritage habsbourgeois chez ces auteurs pour souligner combien ils participèrent du mythe habsbourgeois qui privilégie «l'hybridité et la pluralité culturelles» et «l'expérience de la diversité culturelle», les processus de migration et d'acculturation plutôt qu'une homogénéisation nationale.

Jean-François Candoni étudie quant à lui la réception de la vie musicale pragoise à Vienne et le rôle primordial joué à cet égard par la revue *Musikblätter des Anbruch* (1919-1937). Rappelant le «caractère fortement dissymétrique de la relation entre Prague et Vienne» ainsi que la forte rivalité qui demeure alors sur la scène musicale pragoise entre répertoire tchèque et répertoire allemand, malgré des efforts de médiation de part et d'autre, Jean-François Candoni montre que la musique tchèque reste perçue en Autriche comme un art national. La musique de Bedřich Smetana y fait l'objet d'une réception particulière, qui met toutefois en exergue l'influence du milieu culturel allemand sur le compositeur tchèque. C'est aussi à un aspect de la réception de la musique tchèque à Vienne que s'intéresse Gaëlle Vassogne en abordant la réception viennoise de l'opéra *Jenůfa* de Leoš Janáček (1854-1928), représenté au Hofoper le 16 février 1918, en faveur duquel l'écrivain et publiciste Max Brod s'engagea et qui fut à l'origine d'une controverse nationale.

La problématique nationale et la question d'un art national tchécoslovaque sont également au cœur de la réflexion de Cécile Poulot qui explore la trajectoire tchécoslovaque de l'architecte germanophone «viennois» Adolf Loos (1870-1933). Elle montre les interactions qui s'opèrent entre Vienne et les villes tchèques telles que Brno, Plzeň ou Prague et la «circulation des modèles proposés par Loos», pour souligner l'importance des réseaux transnationaux. Ce sont aussi des transferts culturels tri-nationaux qu'observe Céline Trautmann-Waller à la lumière du théâtre de marionnettes artistique de l'Allemand de Bohême Richard Teschner (1879-1948) entre traditions viennoise, pragoise et asiatique. Céline Trautmann-Waller souligne la dimension hybride fondamentale de ce théâtre et «la force reproductrice transformant des contacts culturels en formes nouvelles».

Deux contributions sont ensuite consacrées à la presse. La première porte sur le journal *Prager Presse*, lancé en mars 1921 par la société Orbis qui dépendait alors du ministère des Affaires étrangères tchécoslovaques dirigé alors par Edvard Beneš. Ce quotidien, dont le rédacteur en chef était Arne Laurin (1889-1945), possédait un vaste réseau de correspondants germanophones, viennois notamment. Michal Topor propose une analyse approfondie des « liens viennois » du journal pragois en se concentrant sur l'année de sa création. Quarante plus tard, la même maison Orbis, qui dépendait désormais du ministère de l'Information et de la Culture tchécoslovaque, publiait une nouvelle revue culturelle destinée au lectorat autrichien. Celle-ci, intitulée *Wir und Sie im Herzen Europas*, était la déclinaison autrichienne de la revue *Im Herzen Europas*, lancée trois ans auparavant et s'adressant en priorité au public de RFA. La cheville ouvrière de ces deux revues était la journaliste et écrivaine tchèque de langue allemande Lenka Reinerová (1916-2008) qui a elle-même souligné une forme de filiation entre ces magazines culturels et le quotidien d'Arne Laurin⁴⁵. Hélène Leclerc se penche sur la version autrichienne qui parut de 1961 à 1971. À la lumière de cette revue est étudiée la relation austro-tchécoslovaque à une époque où s'amorce une détente des relations bilatérales favorisée par le contexte international. *Wir und Sie im Herzen Europas* était conçu comme un instrument de diplomatie culturelle visant à faire connaître la Tchécoslovaquie en Autriche et à développer des relations culturelles. Marquées par l'esprit réformiste qui tente de mettre en place un « socialisme à visage humain » en Tchécoslovaquie, elle et sa rédaction subirent les conséquences de la répression du Printemps de Prague.

Ce numéro d'*Austriaca* se clôt par un article consacré à un écrivain emblématique de la figure du passeur. Renata Cornejo s'intéresse en effet à Jiří Gruša (1938-2011), poète tchèque ayant opté pour la langue allemande et qui fut ambassadeur de Tchécoslovaquie à Vienne avant de devenir directeur de l'Académie diplomatique de Vienne. Le poète

45. „Der Orbis-Verlag war der offizielle Verlag des tschechoslowakischen Außenministeriums. Er bestand bereits vor dem Krieg und brachte damals eine deutsche Tageszeitung heraus, ‚Die Prager Presse‘, mit sehr guten Journalisten. Der Beneš sagte sich, die Regierung der jungen tschechoslowakischen Republik brauche ein Organ, und das müsse auf deutsch sein, denn Tschechisch könne doch einen Meter jenseits unserer Grenze sowieso keiner lesen“, Lenka Reinerová, in Gert Eisenbürger, „Ich habe es trotzdem überlebt. Interview mit der tschechischen Schriftstellerin Lenka Reinerová“, *ila*, n° 210, novembre 1997, p. 40-48, <http://www.ila-web.de/ausgaben/210/ich-habe-es-trotzdem-%C3%BCberlebt> [dernière consultation le 20 août 2018].

conçoit son œuvre littéraire comme politique, quand bien même il ne se réfère que de manière très peu explicite au contexte politique de la Tchécoslovaquie de son époque. Renata Cornejo souligne entre autres les passerelles entre l'œuvre de Gruša et celle d'Ingeborg Bachmann, inscrivant l'œuvre poétique également dans un dialogue entre Prague et Vienne.

L'ensemble des contributions proposées ici montrent combien les tentatives de médiation culturelle sont étroitement liées à des controverses et tensions le plus souvent nationales et mettent en évidence, à des degrés divers, les liens entre politique et culture.

Hélène LECLERC
Université Toulouse-Jean-Jaurès,
Centre de recherches et d'études germaniques (CREG, EA 4151)